

Comment des laïques attaquent la Sécurité Sociale pour courir après l'extrême-gauche

Quand un fait-divers donne naissance à un communiqué de presse du « Collectif national contre les franchises, pour l'accès aux soins partout et pour tous et pour une sécurité sociale solidaire » (le dit collectif étant initié par des républicains laïques), on s'interroge.

Quand ce fait-divers sert de prétexte pour affubler la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'épithète infamante de « collaborationniste », on se pince.

Quand ce fait-divers sert d'étendard pour réclamer la régularisation des sans-papiers, on hallucine.

Quand tout ce qui précède oblitère les abus de la médecine libérale, on se révolte.

Les faits ? Un Mauritanien sans papiers a été condamné à 100€ d'amende pour « manœuvres frauduleuses pour l'obtention de la carte Vitale. »

Le texte que le « Collectif » en a tiré est un monument à la gloire de l'incivisme, de la violation de la loi et de la mauvaise foi. Un comble quand on se prétend et républicain et laïque !!!

On y apprend que ce sans-papiers « a travaillé sans interruption depuis 2003 », bien que, quelques lignes plus loin, il soit spécifié qu'il est au chômage depuis plusieurs mois sans indemnités... D'ailleurs, quand bien même notre homme aurait effectivement travaillé, il ne pouvait s'inscrire à la Sécurité Sociale puisque sans papiers ; il a donc, forcément, obtenu une fausse immatriculation. Ce qui justifie sans autre forme de débat l'accusation de « manœuvres frauduleuses pour obtenir la carte Vitale ». Tout devrait être dit. La sentence est légère, sans doute eu égard aux bons points du dossier et il n'y avait pas de quoi lancer une nouvelle Fronde pour

autant.

On appréciera en passant l'argumentation plus que spécieuse : ainsi, sous prétexte que Abdoulaye BA aurait réglé ses cotisations à la Sécurité Sociale, devrait-il être absous du délit d'inscription frauduleuse à celle-ci ! C'est exactement comme si un trafiquant de drogue qui paye des impôts sur les placements financiers issus de ses gains délictueux était pardonné !

Quant à accuser, en termes forts, la CPAM de participer à la répression contre les travailleurs sans papiers quand elle ne fait qu'appliquer la loi, protéger l'ensemble des assurés sociaux et permettre (du moins on ose l'espérer) la solidarité entre cotisants et ayant droits, c'est une ignominie et un scandale.

On sent poindre les excès de langage et la désinformation habituels de l'extrême gauche, prompte à nazifier, fasciser et vichyser tous ceux qui ne pensent pas comme elle. On découvre surtout une haine absolue de la loi républicaine, de la citoyenneté et du sentiment d'appartenance à une nation capable de fédérer, de protéger et d'accueillir –aussi– des immigrants. Mais il ne leur suffit pas de traîner le concept de nation dans la boue, il faut, surtout, qu'ils le fassent exploser en niant tout ce que le mot recèle : une histoire, une langue, une culture, des valeurs communes.